

M. S.L. MANSHOLT : "PERSPECTIVES EUROPÉENNES"

(Résumé du discours prononcé par M. S.L. MANSHOLT, Vice-Président de la Commission européenne, au congrès du Mouvement européen aux Pays-Bas qui s'est tenu à Rotterdam, le 21 septembre 1968)

Dans un discours prononcé à Rotterdam, M. S.L. MANSHOLT, Vice-Président de la Commission européenne, a estimé qu'une Communauté politique ne devait pas forcément se limiter aux pays qui ont déjà réalisé leur intégration économique. Il a notamment mis en garde contre les solutions factices.

M. MANSHOLT parlait devant l'assemblée du Mouvement européen des Pays-Bas, qui tenait son congrès annuel à Rotterdam.

Dans une analyse des événements de Tchécoslovaquie, M. MANSHOLT a déclaré que la politique dite de détente, telle qu'elle a été pratiquée jusqu'à présent par nos capitales nationales, a conduit à des catastrophes, comme celle de Hongrie et maintenant celle de Tchécoslovaquie. La réponse à ce problème se résume en règle générale pratiquement à l'alternative suivante : continuation de la politique de détente ou retour à la guerre froide. Mais cette alternative n'est pas exacte. Si, sans vouloir la guerre froide, nous n'avons pour seule réponse qu'une poursuite de la politique de détente, c'est là une capitulation devant Moscou. Nous devons cesser de pratiquer une politique exclusivement bilatérale. Ce qu'il nous faut, c'est une plate-forme commune pour notre politique étrangère. Ce n'est qu'alors que nous aurons une base pour négocier avec le bloc de l'Est. Et c'est dans la mesure où nous aurons montré qu'en tant que Communauté démocratiquement organisée nous pouvons nous placer sur un plan supranational, sans l'hégémonie d'une puissance, que pourra se dérouler dans le bloc de l'Est un processus de démocratisation et de libéralisation partielle. Ce sont précisément les expériences que nous avons tirées de nos contacts avec les pays du Comecon qui nous enseignent tout l'intérêt que portent ces pays aux questions institutionnelles offrant d'autres solutions que celle de la dictature.

Il n'en va pas autrement de la décision sur la normalisation des attitudes en Europe. Cette décision nous appartient. Le dialogue entre des blocs de formes si opposées peut finalement conduire à une coexistence qui mérite raisonnablement ce nom.

.../...

La leçon de la Tchécoslovaquie devra nous inciter à employer toutes nos forces à la réalisation de ce à quoi nous travaillons depuis 1948 : la création d'une Europe unie au service de la paix dans le monde.

L'unité politique ne découle pas automatiquement de l'intégration économique. Mais s'il en est ainsi, est-il téméraire d'affirmer qu'une communauté politique n'a besoin ni d'être liée ni de se limiter à ceux qui ont déjà accompli leur intégration économique ? M. MANSHOLT a dit qu'il était funeste d'évoquer des utopies. Notre recherche d'une issue à l'impasse actuelle ne devra plus nous conduire à des solutions factices ou à des compromis qui renient les principes de la Communauté supranationale.

Le Vice-Président de la Commission européenne a déclaré :
"J'estime toutefois que ce ne serait pas renier ces principes que de chercher un moyen d'unir, dans une communauté politique, tous les pays démocratiques qui y sont maintenant disposés."
